Claudine Lepage

Primaire en vue de l'élection sénatoriale 2014

- Études à l'Université de Paris IV et Paris III

- Directrice des cours de langues et des programmes de formation continue dans une école de commerce à Munich

- Membre du parti socialiste depuis 1988
- Secrétaire de section à Munich, un mandat
- Conseil fédéral, deux mandats
- Membre du PSE, co fondatrice d'un groupe d'"activistes" à Munich

- Membre de Français du monde-adfe depuis 1988
- Diverses responsabilités à la section de Munich
- Aujourd'hui membre du CA de Français du monde-adfe

- Élue au Conseil supérieur des Français de l'étranger (CSFE)
- puis à l'Assemblée des Français de l'étranger (AFE) 1991-2008
- Présidente du groupe FdM-adfe 2000-2006
- Vice présidente de l'AFE 2006-2008

- Initiatrice de groupes FLAM en Allemagne
- Membre fondateur de l'ASAIPE, association d'entraide munichoise

- Ancien membre de la section des relations extérieures au Conseil économique et social (2005-2006)

- Élue au Sénat en 2008
- Membre du Bureau de la commission de la Culture, de l'Education et de la Communication
- Rapporteure pour avis sur le budget de l'Audiovisuel extérieur

- Représente le Sénat :
- au conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger
- à la commission nationale de bourses scolaires
- au conseil d'administration de France Médias Monde
- au conseil d'orientation stratégique de l'Institut français

- Assemblée parlementaire de la francophonie
- Secrétaire générale de la section française

- Membre d'Otages du Monde, Amnesty International et Terra Nova

- 35 ans à l'étranger
- Famille binationale

Tous unis pour un avenir solidaire

Chères et chers Camarades,

Dans quelques semaines vous serez appelé-e-s à voter en vue de constituer la liste des candidats de notre Fédération à la prochaine élection sénatoriale de septembre 2014. C'est un moment important de notre vie militante puisque nous allons nous rassembler autour d'une équipe et d'un projet que nous porterons ensemble face à l'opposition.

Comme je vous l'ai déjà indiqué je souhaite effectuer un second et dernier mandat. Vous me connaissez, vous savez l'engagement qui a été le mien durant ces 5 années passées au Sénat, vous avez pu consulter l'ensemble de mon activité de parlementaire dans mes trois comptes rendus de mandat, toujours disponibles sur mon blog « claudinelepage.eu ». Au verso de ce document vous trouverez les thèmes et les dossiers dans lesquels je compte particulièrement m'investir à l'avenir, si vous me renouvelez votre confiance.

Dans un précédent courrier je vous ai donné les principales raisons motivant ma volonté de continuer mon action au Sénat. Je voudrais insister sur l'une d'elle plus générale mais tout aussi importante. Au moment où la tentative des dirigeants du Front national de banaliser l'image de leur parti - et donner l'illusion qu'il s'intègre parfaitement dans le champ des partis traditionnels, républicains - semble faire son chemin je veux, plus que jamais, rappeler notre internationalisme, cœur de notre engagement à la FFE et de notre militantisme à l'étranger. C'est lui qui nous fait dénoncer avec plus de véhémence que les autres les inégalités croissantes des échanges Nord-Sud, Est-Ouest, et leurs conséquences parfois dramatiques, notamment l'immigration avec les naufrages meurtriers en Méditerranée, c'est lui aussi qui nous rend plus sensibles aux enjeux géopolitiques et environnementaux. La xénophobie s'affiche et s'assume désormais sans complexe, y compris parmi nos anciens électeurs... Plus que jamais, il va nous falloir mobiliser, rassembler, réconcilier : la France ne doit pas céder au repli identitaire et ce n'est pas une embellie économique qui comblera d'un coup de baguette magique le fossé qui est en train de se creuser dans notre société. Le mal est plus profond.

Pour cela il va nous falloir d'abord rassembler notre camp, la gauche, pour éviter le retour de la droite au Sénat. C'est donc forte de mon expérience et de mes convictions, animée par la volonté de rassembler les femmes et les hommes de gauche à l'étranger - de la majorité présidentielle bien sûr mais aussi du monde associatif notamment Français du monde–adfe, que je présente ma candidature, déterminée à ce que notre liste d'ouverture obtienne une large victoire : pourquoi ne pas imaginer gagner trois voire quatre sièges ?

Face aux vents mauvais, soyons solidaires et unis. Opposons à ceux qui doutent, hésitent ou nous combattent, notre énergie et notre volonté de convaincre. « Quand les hommes ne peuvent plus changer les choses, ils changent les mots. » disait Jaurès. Depuis 2008, je garde, quant à moi, intacte ma volonté de changement et, surtout, d'inventer un autre avenir pour notre pays.

Solidaires et unis nous saurons
rendre l'espoir et la confiance
à nos concitoyens
Amitiés socialistes

Lepage

Vous pouvez me suivre sur mon blog, Facebook et Twitter http://claudinelepage.eu

1. RAPPROCHER L'EUROPE DES CITOYENS, FAVORISER LE DIALOGUE INTERCULTUREL

La montée des extrêmes et de l'euroscepticisme dans de nombreux pays de l'Union européenne est un signal fort: il est urgent d'associer davantage les citoyens, les parlements nationaux et le parlement européen aux décisions prises par l'UE.
Nous devons également renforcer l'Europe politique pour donner davantage de clarté à la politique économique de l'Union et lui garantir un rôle fort et indépendant en matière de politique extérieure et de défense. L'Europe doit se saisir de la question de l'immigration en y apportant une réponse cohérente et humaniste, qui ne nous exonère pas d'une réflexion au sein de notre parlement. Si le rôle du PSE est primordial pour ce faire, il est également essentiel de renforcer les programmes favorisant le dialogue entre Européens (Erasmus, service civique européen, échanges scolaires, programme Jules Verne ...)

2. REDRESSER NOTRE INDUSTRIE, DYNAMISER NOTRE COMMERCE EXTÉRIEUR, INSTAURER UNE FISCALITÉ JUSTE

Il faut redresser notre industrie, indispensable à la création d'emplois, en favorisant l'investissement par une fiscalité incitative et poursuivre la lutte contre les délocalisations.
Il est indispensable de dynamiser notre commerce extérieur, source d'emploi en France, en accompagnant les entreprises, en particulier les PME. Dans ce but je poursuivrai mes rencontres avec les représentants d'Ubifrance, des Chambres de commerce et d'industrie et des Conseillers du Commerce extérieur.
Il faut plus de justice fiscale. Aujourd'hui, les Français établis hors de France acquittent leurs cotisations sociales dans leur pays hôte mais voient les revenus immobiliers qu'ils perçoivent assujettis à la CSG et à la CRDS à hauteur de 15,5 %. Je comprends le sentiment d'injustice de beaucoup d'entre eux, d'ailleurs les services de la Commission ont demandé des éclaircissements aux autorités françaises. Il faut de plus étendre à tous les non-résidents la déductibilité des charges, accessible depuis janvier 2012 aux Français résidents en Europe.

3. LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS À L'ÉCOLE ET DYNAMISER NOS UNIVERSITÉS

La refondation de l'école est essentielle à la qualité de notre système d'enseignement. Pour lutter contre les inégalités, les zones en difficulté doivent faire l'objet d'un traitement spécifique pour réduire les disparités territoriales et les violences scolaires.
Dans le réseau à l'étranger, les nouvelles dispositions concernant l'enseignement technologique et professionnel doivent être rendues effectives. Un accompagnement doit être offert aux élèves en difficulté et la prise en charge des élèves handicapés doit être améliorée. Il importe aussi d'apporter les correctifs nécessaires au nouveau système de bourse, afin de parvenir à l'équité recherchée. Il faudra développer les filières bilingues et soutenir les programmes FLAM.
Dans l'enseignement supérieur, les échanges entre universités françaises et étrangères, indispensables à l'ouverture d'esprit de nos étudiants et au rayonnement de la France, doivent être encouragés et un suivi des étudiants étrangers pourrait être confié à Campus France.

4. GARANTIR LA PROTECTION SOCIALE DE TOUS, L'ACCÈS À L'ASSURANCE ET UNE MEILLEURE GESTION DE LA CFE

Nombre de nos compatriotes à l'étranger connaissent des situations sociales très délicates et éprouvent des difficultés dans la vie quotidienne, notamment pour se soigner. Il faudra sanctuariser les crédits de l'aide sociale. Par ailleurs, si la « troisième catégorie aidée » de la Caisse des Français de l'Etranger devait permettre d'aider les plus démunis, certains ne peuvent toujours pas s'assurer correctement. L'accès à l'assurance maladie restera l'une des priorités de mon prochain mandat.
Beaucoup d'entre vous choisissent d'adhérer à la CFE, l'un des instruments essentiels de la protection sociale des Français de l'étranger. J'œuvrerai pour que l'Etat réaffirme son soutien à cette caisse. Je travaille, depuis plusieurs mois, avec le cabinet de la Ministre des Affaires sociales et de la Santé pour parvenir à une gouvernance réformée de la CFE, réforme qui devrait permettre une meilleure prise en charge des assurés.

5. GARANTIR LE DROIT À MOURIR DANS LA DIGNITÉ, L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES ET L'ACCÈS DE TOUS AU MARIAGE

Toute personne atteinte d'une maladie grave et incurable doit pouvoir demander à bénéficier, sous conditions, d'une assistance médicalisée lui permettant de terminer sa vie dans la dignité. Aujourd'hui la législation permet le laisser-mourir. Le débat doit se poursuivre pour apporter une réponse à cette question délicate.
L'égalité dans les faits entre femmes et hommes doit devenir une réalité. Le projet de loi actuellement débattu par le parlement constitue un pas essentiel dans cette voie. Il faut éveiller les consciences, éduquer et faire la chasse aux stéréotypes. Il faut garantir une véritable mixité à tous les niveaux et lutter plus efficacement contre toutes les violences faites aux femmes, dont la prostitution.
Le mariage pour tous doit être réellement possible pour tous: aujourd'hui deux personnes de même sexe ne peuvent se marier si l'une est ressortissante de l'un des onze pays avec lesquels la France a signé une convention bilatérale prévoyant l'application de la loi personnelle aux conditions de fond du mariage.

6. PROMOUVOIR LE RÉSEAU CULTUREL ET AUDIOVISUEL EXTÉRIEUR

Nul n'ignore l'importance de l'audiovisuel extérieur pour le rayonnement de notre pays. Si l'arrivée d'une nouvelle présidente à la tête de France Medias Monde a permis de stabiliser ce bel outil, des améliorations sont encore nécessaires afin qu'il devienne plus incontournable encore. Je continuerai à soutenir RFI, France24, Monte Carlo Doualya, ainsi que TV5 Monde qui effectuent un remarquable travail éditorial et à œuvrer pour une diffusion plus large sur le territoire national. Je me mobiliserai encore davantage sur l'accès en ligne, depuis l'étranger, à certains contenus des programmes de France Télévisions, malgré la territorialisation des droits de diffusion.
Le réseau culturel français, le plus étendu du monde, est un précieux atout à conserver et la démarche de professionnalisation des agents reste un objectif. Il s'agit aussi d'accroître la synergie entre notre réseau public et celui des Alliances françaises.

7. AMÉLIORER LE RÉSEAU CONSULAIRE

Le redéploiement du réseau consulaire reste une préoccupation constante des Français vivant à l'étranger. Les nouvelles méthodes de travail doivent permettre un traitement efficace des dossiers dans tous les pays, en tenant compte des besoins spécifiques des différentes communautés, en termes d'état-civil, de nationalité, d'aide sociale... Enfin, il faut rendre la gestion des visas plus cohérente et travailler à l'ouverture de consulats européens.

MYRIAM LEGRAND • www.lmstudio.fr